

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1118

[C – 2012/29129]

19 JANVIER 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant dérogation à l'école d'enseignement professionnel secondaire spécialisé « LE FOYA » d'Anderlues à être coopérant du Centre d'Education et de Formation en Alternance organisé par la Communauté française de Morlanwelz

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, tel que modifié, notamment l'article 4, alinéa 4;

Vu l'avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, donné le 26 octobre 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 décembre 2011;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'Ecole d'enseignement secondaire spécialisé « LE FOYA » d'Anderlues est autorisée à coopérer avec le Centre d'Education et de Formation en Alternance organisé par la Communauté française à Morlanwelz.**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 janvier 2012.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1118

[C – 2012/29129]

19 JANUARI 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot verlening van een afwijking aan de school voor gespecialiseerd secundair beroepsonderwijs « LE FOYA » te Anderlues om samen te werken met het « Centre d'Education et de Formation en Alternance » ingericht door de Franse Gemeenschap te Morlanwelz

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 4, vierde lid;

Gelet op het gunstig advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, verleend op 26 oktober 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 december 2011;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De School voor gespecialiseerd secundair onderwijs « LE FOYA » te Anderlues wordt ertoe gemachtigd met het Centre d'Education et de Formation en Alternance ingericht door de Franse Gemeenschap te Morlanwelz.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 januari 2012.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1119

[C – 2012/29167]

2 FEVRIER 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, notamment l'article 4;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles Capitale créant une entité commune pour les Relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 24 avril 2007, le 31 octobre 2007 et le 8 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 23 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2007;

Vu le protocole n° 362 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 17 janvier 2008;
 Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
 Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International, ci-après dénommé l'organisme. Chaque membre du personnel de la carrière extérieure de l'organisme représente la Communauté française et la Région wallonne.

Art. 2. La qualité de membre du personnel de la carrière extérieure de l'organisme est reconnue à :

- tout membre du personnel qui est occupé à titre définitif au sein de ladite carrière;
- les personnes désignées en application de l'article 8 du présent arrêté;
- les membres contractuels engagés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et occupés au sein de ladite carrière.

Art. 3. Un organigramme des délégations et bureaux, reprenant leurs structures et la mention des membres du personnel, est publié chaque année dans le rapport d'activités de l'organisme.

Art. 4. Sont applicables aux membres du personnel statutaire de la carrière extérieure les dispositions suivantes de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International :

- Livre Premier, Titre Premier : "De la qualité d'agent, des droits et des devoirs";
- Livre Premier, Titre II : "Dispositions générales";
- Livre premier, Titre III : "Du recrutement et de la carrière";
- Livre Premier, Titre IV : "Du recrutement et de la carrière des personnes handicapées";
- Livre Premier, Titre VII : "Des incompatibilités";
- Livre Premier, Titre VIII : "De l'évaluation";
- Livre Premier, Titre IX, Chapitre II : "Du Comité de direction";
- Livre Premier, Titre X : "Du régime disciplinaire";
- Livre Premier, Titre XI : "De la chambre de recours";
- Livre Premier, Titre XII : "De la suspension dans l'intérêt du service";
- Livre Premier, Titre XIII : "Des positions et anciennetés administratives";
- Livre Premier, Titre XIV : "De la perte de la qualité d'agent et de la cessation de fonctions";
- Livre Premier, Titre XV : "Du statut pécuniaire";
- Livre Trois, "Les congés et autres absences des agents".

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières de la carrière extérieure en matière de statut administratif pour le personnel de la carrière extérieure.*

Section 1^{re}. — Des titres et fonctions

Art. 5. § 1^{er}. Il faut entendre par "poste diplomatique", la représentation diplomatique de la Communauté française et de la Région wallonne, tant en Belgique qu'à l'étranger, à laquelle le Délégué général, le Délégué ou le Conseiller est affecté.

§ 2. En activité de service dans un poste diplomatique, les membres du personnel de la carrière extérieure portent le titre de la fonction qu'ils exercent, soit Délégué ou Délégué général soit Conseiller.

A l'administration centrale, les membres du personnel de la carrière extérieure portent le titre de la fonction qu'ils y exercent.

§ 3. Il existe trois grades au sein de la carrière extérieure, tels que définis à l'article 9 § 1^{er}. Une échelle de traitement est octroyée à chaque titulaire d'un grade conformément à la correspondance fixée à l'article 18.

Section 2. — Des devoirs

Art. 6. Les membres du personnel de la carrière extérieure sont tenus de remplir les fonctions qui leur sont assignées soit à l'étranger, soit en Belgique, soit à l'administration centrale. Ils sont tenus d'accomplir les devoirs liés à l'exercice de leur fonction dans le souci constant des intérêts des Gouvernements et ce, notamment, conformément à la lettre de mission visée à l'article 13 de cet arrêté. Dans l'exercice de leur mission, les membres du personnel de la carrière extérieure s'assureront de ne pas mettre en cause les relations avec d'autres Etats et de respecter les accords de coopération en vigueur.

Section 3. — Du recrutement

Art. 7. § 1^{er}. Les dispositions visées au Titre III "Du recrutement et de la carrière" de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française et de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International s'appliquent à défaut de règles spécifiques fixées par le présent arrêté.

§ 2. Peuvent être nommés agents de la carrière extérieure les lauréats d'un concours diplomatique de recrutement organisé pour l'organisme par le SELOR ayant effectué avec succès un stage d'un an au sein de W.B.I. comprenant au moins un séjour en poste diplomatique.

Section 4. — De l'engagement pour mission spéciale

Art. 8. § 1^{er}. En raison de circonstances spécifiques et liées à une situation politique et/ou géopolitique ou en raison de circonstances particulières liées au poste ou encore en raison de l'importance stratégique du poste liée à la politique gouvernementale, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française peuvent, par arrêtés délibérés en Conseil dûment motivés, désigner un nombre limité de quatre Hauts Représentants qui n'appartiennent pas à la carrière extérieure pour occuper, jusqu'au mouvement diplomatique suivant, un ou des postes ouverts à affectation ou pour effectuer une mission spéciale à l'étranger.

Les Gouvernements soumettent à l'avis du Comité de direction de W.B.I., préalablement à la désignation, la liste des postes retenus pour une mission spéciale ainsi que les circonstances qui justifient ces choix.

Le Comité de direction de W.B.I. remet un avis aux Gouvernements dans un délai d'un mois.

§ 2. Ces Hauts Représentants prendront le titre de délégué dans le cadre de leur mission.

Cette mission spécifique s'exerce dans le cadre d'une relation contractuelle et les personnes désignées en qualité de Haut Représentant ne peuvent occuper cette fonction au-delà de l'âge de soixante-cinq ans. Elle ne donne aucun droit à une nomination définitive à la fonction qu'elle confère. A la fin de la mission et, en toute hypothèse au plus tard avant le mouvement diplomatique suivant, il est mis fin au contrat.

Dans les six mois qui suivent leur désignation, les Hauts Représentants présentent, avec le Ministre en charges des Relations internationales et l'Administrateur général de W.B.I., leur vision ainsi que leur lettre de mission au Parlement de la Communauté française.

§ 3. Les articles 13 à 15 et 17 et suivants du présent arrêté sont applicables aux Hauts Représentants.

Section 5. — De la carrière

Art. 9. § 1^{er}. Il existe trois grades au sein de la carrière extérieure : le grade d'attaché, le grade de premier attaché et le grade de directeur. La promotion d'un agent à un grade de rang plus élevé s'effectue par promotion par avancement de grade.

§ 2. La promotion par avancement de grade est la nomination à un grade immédiatement supérieur du même niveau que celui auquel appartient l'agent.

Section 6. — Du mouvement diplomatique et des conditions d'affectation

Art. 10. § 1^{er}. Par mouvement diplomatique, il faut entendre le changement périodique d'affectation des membres du personnel de la carrière extérieure. Il est organisé tous les cinq ans. Le mouvement inclut l'affectation temporaire à l'administration centrale en cas de non-affectation à un poste diplomatique.

§ 2. Les membres du personnel de la carrière extérieure pourront être reconduits une fois dans le même poste diplomatique.

La durée totale des missions en poste diplomatique effectuée consécutivement sans retour en service à l'administration centrale par un membre du personnel de la carrière extérieure, ne pourra excéder deux missions.

§ 3. Lors de chaque mouvement diplomatique, une liste des postes ouverts à affectation est établie par W.B.I.

Cette liste est ensuite approuvée par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française.

W.B.I. consulte les membres du personnel de la carrière extérieure sur les postes ouverts à affectation, hormis ceux dont la durée totale de leurs dernières missions consécutives en poste diplomatique excède deux missions.

§ 4. Lors de chaque création d'emploi ou de poste au sein de la carrière extérieure entre deux mouvements diplomatiques ou lorsqu'un poste se retrouve inoccupé entre deux mouvements diplomatiques pour une raison autre que celle visée à l'article 17 du présent arrêté, une liste des postes ouverts à affectation est établie par W.B.I. Cette liste est ensuite approuvée par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française.

W.B.I. consulte en priorité les membres du personnel de la carrière extérieure en fonction à l'administration centrale pour les postes ouverts à affectation. Si, à l'issue de cette consultation, certains postes demeurent vacants, la consultation sera étendue à l'ensemble du personnel de la carrière extérieure.

Section 7. — De l'affectation

Art. 11. § 1^{er}. Le Comité de direction de W.B.I. examine l'aptitude des candidats au regard des besoins du poste diplomatique et du profil de la fonction, et la motivation des candidats.

§ 2. Le Comité réalise cet examen en se basant, notamment, sur les connaissances linguistiques et l'expérience acquise. Sont également pris en compte les rapports de mission ou de séjour en poste diplomatique et les évaluations liées au dernier poste occupé.

§ 3. Le Comité de direction établit un avis motivé provisoire sur les candidats.

Cet avis provisoire est notifié aux candidats.

Tout candidat peut, dans les quinze jours de la notification, faire valoir ses observations ou introduire une réclamation auprès du président du Comité de direction. Le Comité de direction statue sur la réclamation dans le mois de sa réception, après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

La décision motivée du Comité de direction sur les observations ou la réclamation est notifiée à celui qui a fait valoir ses observations ou qui a introduit une réclamation.

En cas de modification de l'avis motivé provisoire, l'avis motivé définitif est notifié à tous les candidats. Il y est fait mention des différentes voies de recours.

Le Comité de direction transmet l'avis motivé définitif aux Ministres des Relations internationales du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française, qui en informent le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française et leur proposent des affectations.

Art. 12. § 1^{er}. Les affectations en poste diplomatique et à l'administration centrale sont arrêtées par les Gouvernements.

§ 2. L'administrateur général est chargé de la mise en œuvre des décisions afférentes à l'affectation des membres du personnel de la carrière extérieure.

§ 3. Il n'existe pas de droit à l'affectation en poste diplomatique.

Section 8. — De la lettre de mission et du rapport d'activités

Art. 13. Lors de chaque affectation en poste diplomatique, l'Administrateur général établit, dans les trois mois de l'affectation au plus tard, avec la collaboration du membre du personnel de la carrière extérieure désigné, une lettre de mission qui définit les objectifs à atteindre. La lettre de mission est approuvée par le(s) Ministre(s) compétent(s). Elle peut être adaptée au cours de la mission dans les mêmes conditions.

Art. 14. § 1^{er}. Lors de son entrée en fonction dans un nouveau poste diplomatique, le membre du personnel de la carrière extérieure rédige un rapport concis d'entrée en fonction dans lequel il décrit l'état de la situation qu'il découvre, en visant notamment l'état de la coopération et les relations avec les autorités et partenaires du pays, l'état organisationnel et financier du poste.

§ 2. Le membre du personnel de la carrière extérieure rédige un rapport annuel d'activités établi, notamment, en fonction des objectifs contenus dans la lettre de mission.

§ 3. Le membre du personnel de la carrière extérieure transmet ledit rapport aux Ministres des Relations internationales du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française par la voie hiérarchique.

Art. 15. § 1^{er}. L'évaluation des membres du personnel de la carrière extérieure affectés à un poste diplomatique, est établie à la fois sur la base du rapport d'activités mentionné à l'article 14 du présent arrêté et sur la base des critères d'évaluation déterminés au Titre VIII du Livre premier de l'arrêté du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International et fixé dans le modèle figurant en annexe IX de l'arrêté précité.

§ 2. Il sera procédé à deux évaluations entre deux mouvements diplomatiques :

- la première, entre vingt et vingt-quatre mois après l'approbation de la lettre de mission;
- la deuxième, entre six et douze mois avant le terme de la période d'affectation en poste diplomatique.

§ 3. Lorsqu'au terme d'une évaluation, un membre du personnel de la carrière extérieure obtient la mention défavorable, il est réaffecté à l'administration centrale et la fonction pour laquelle il a été désigné fait l'objet d'un nouvel appel aux candidats, le remplaçant étant chargé d'achever le mouvement diplomatique en cours.

Toutefois, en cas de recours introduit, cette réaffectation et l'appel à candidatures ne peuvent intervenir avant la décision de l'autorité compétente prise au terme de la procédure de recours.

§ 4. En cas de seconde évaluation successive portant la mention défavorable, l'Administrateur général formulera une proposition de licenciement.

Section 9. — De la formation

Art. 16. Lors de leur retour périodique à l'administration centrale, les membres de la carrière extérieure bénéficient des formations.

Section 10. — Les congés de maladie de longue durée

Art. 17. § 1^{er}. Le congé de maladie ne sera accordé au membre du personnel de la carrière extérieure que sur production d'une attestation médicale circonstanciée.

§ 2. Si le congé de maladie du membre du personnel de la carrière extérieure dépasse une période ininterrompue de trente jours calendrier, l'Administrateur général peut autoriser son remplacement temporaire. Ledit remplacement ne pourra excéder la durée du congé de maladie.

§ 3. Le remplacement visé au § 2 sera assuré par un membre du personnel de la carrière extérieure affecté temporairement à l'administration centrale, en vertu de l'article 11, § 1^{er}.

§ 4. Durant cette période, le membre du personnel de la carrière extérieure qui assure le remplacement temporaire bénéficiera d'une indemnité de poste. L'indemnité de retour et l'indemnité spéciale de transfert ne sont plus perçues durant cette même période.

*CHAPITRE III. — Dispositions particulières de la carrière extérieure
en matière de statut pécuniaire pour le personnel de la carrière extérieure**Section 1^{re}. — Fixation des échelles de traitement*

Art. 18. Une échelle de traitement est octroyée au titulaire d'un grade conformément à la correspondance suivante :

- l'échelle de traitement A 6 pour le grade d'attaché;
- l'échelle de traitement A 5 pour le grade de premier attaché;
- l'échelle de traitement A 4 pour le grade de directeur.

*Section 2. — Des indemnités et allocations diverses**Sous-section 1^{re}. — Généralités*

Art. 19. Les membres du personnel de la carrière extérieure bénéficient, en raison du caractère représentatif de leur mission et des contraintes de l'éloignement, d'indemnités et d'allocations diverses.

Seules les indemnités et allocations visées aux articles 21 à 29 peuvent être accordées aux membres du personnel de la carrière extérieure, et ce, dans les conditions décrites dans ces articles et conformément aux règles applicables au Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, ci-dessous dénommé SPF Affaires étrangères.

Les composantes de l'indemnité de poste, telles que notamment les coefficients du coût de la vie, et l'indemnité de pénibilité sont revues semestriellement par le SPF Affaires étrangères. Les modifications du montant de ces composantes sont directement applicables aux membres du personnel de la carrière extérieure.

Le montant de l'indemnité dépend de la fonction occupée par le diplomate.

Art. 20. Les indemnités et allocations diverses prévues à l'article 19 du présent arrêté sont :

- 1° l'indemnité de poste;
- 2° l'indemnité des délais;
- 3° l'indemnité de congé;
- 4° l'indemnité de retour et l'indemnité spéciale de transfert;
- 5° l'indemnité d'installation;
- 6° l'indemnité pour frais de dernière maladie et de funérailles;
- 7° les indemnités pour charge familiale;
- 8° l'intervention dans les frais scolaires;
- 9° l'intervention dans les frais de retours familiaux périodiques.

Sous-section 2. — De l'indemnité de poste

Art. 21. § 1^{er}. Les membres du personnel de la carrière extérieure affectés à un poste diplomatique reçoivent, outre leur traitement, une indemnité de poste fixée conformément aux règles applicables au SPF Affaires étrangères et dont le mode de calcul est explicité en annexe du présent arrêté.

§ 2. L'indemnité de poste est composée des éléments suivants :

- 1° mobilité;
- 2° affectation;
- 3° représentation passive;
- 4° éloignement;
- 5° pénibilité;
- 6° frais transport;
- 7° réception ou représentation active.

§ 3. Les composantes de l'indemnité de poste visées aux points 1 à 6 du § 2 sont forfaitaires et non justifiables.

Pour le calcul de la composante de l'indemnité de poste visée au point 3 du § 2 (représentation passive), les membres du personnel de la carrière extérieure sont rattachés aux catégories CD3 à CD6 utilisées par le SPF Affaires étrangères pour classifier la représentation passive des collaborateurs diplomatiques.

La composante de l'indemnité de poste visée au point 7 du § 2 (réception ou représentation active) constitue une intervention provisionnelle sur les frais de représentation du membre du personnel de la carrière extérieure bénéficiaire de ladite indemnité. Elle est à justifier. Pour le calcul de cette composante de l'indemnité de poste, les membres du personnel de la carrière extérieure sont assimilés à la catégorie "collaborateur diplomatique" et le coefficient de représentation à prendre en compte est repris dans le tableau en annexe 2 du présent arrêté.

Une liste exemplative des frais couverts par la composante de l'indemnité de poste visée au point 7 du § 2 est reprise en annexe 1^{re} du présent arrêté.

Sous-section 3. — De l'indemnité des délais

Art. 22. § 1^{er}. Pendant la période de deux mois qui précède immédiatement l'arrivée en poste diplomatique, période dite "des délais", le membre du personnel de la carrière extérieure reçoit une indemnité, dont le montant correspond à 75 % de son traitement de grade brut indexé s'il est célibataire, veuf, divorcé, ou sans enfant à charge, et 100 % de ce traitement dans les autres cas.

§ 2. Cette indemnité n'est payée qu'aux membres du personnel de la carrière extérieure qui étaient en fonction à l'administration centrale avant leur nouvelle désignation.

Sous-section 4. — De l'indemnité de congé

Art. 23. § 1^{er}. Pendant la durée des congés annuels ainsi que pendant la durée des voyages aller-retour à l'occasion de ces congés, l'indemnité de poste est remplacée par une indemnité de congé. Cette disposition n'est d'application qu'à partir du 31^e jour de congés annuels cumulés. Ce sont les jours d'absence de la juridiction qui sont pris en considération pour le calcul des trente jours.

§ 2. Lorsque le membre du personnel de la carrière extérieure n'a pas reçu pour instruction de quitter définitivement son poste, l'indemnité de congé est égale à 75 % de la dernière indemnité de poste allouée.

§ 3. Lorsque le membre du personnel de la carrière extérieure a reçu pour instruction de quitter définitivement son poste, l'indemnité de congé est égale à 100 % de son traitement de grade brut indexé, s'il est marié ou a la charge d'enfant ou 75 % de son traitement de grade brut s'il est célibataire, veuf ou divorcé sans enfant à charge. Cette dernière indemnité ne donne pas lieu à justification de son utilisation.

§ 4. Pour un membre du personnel de la carrière extérieure invité à quitter définitivement son poste et affecté à l'administration centrale, le bénéfice de l'indemnité est accordé pendant la durée du solde du congé né du chef de ses fonctions à l'étranger et dont il est autorisé à bénéficier.

Sous-section 5. — De l'indemnité de retour et de l'indemnité spéciale de transfert

Art. 24. § 1^{er}. Les membres du personnel de la carrière extérieure affectés à l'administration centrale reçoivent une indemnité mensuelle de logement, excepté les diplomates qui étaient en poste diplomatique en Belgique. Cette indemnité est octroyée pendant trois ans d'affectation ininterrompue à l'administration centrale, à hauteur de 100 % la première année et de 50 % les suivantes.

Cette indemnité est calculée sur base du traitement de grade mensuel indexé. Elle est égale à :

- 1/10 de ce montant pour les membres de la carrière extérieure célibataires, veufs ou divorcés n'ayant pas d'enfant mineur à charge;
- 1/6 de ce montant pour les membres de la carrière extérieure mariés et assimilés sans enfant ou ayant un enfant mineur à charge;
- 1/5 de ce montant pour les membres de la carrière extérieure mariés et assimilés ayant au moins deux enfants mineurs à charge.

Elle n'est pas payée au membre du personnel de la carrière extérieure autorisé à bénéficier du solde de son congé né du chef de ses fonctions à l'étranger.

§ 2. Les membres du personnel de la carrière extérieure affectés à l'administration centrale reçoivent en outre une indemnité mensuelle spéciale de transfert, dont la durée est égale à celle de l'indemnité de logement. L'indemnité spéciale de transfert est d'un montant de 37,18 EUR augmenté de 25 % lorsque l'agent est marié ou cohabitant.

Sous-section 6. — De l'indemnité d'installation

Art. 25. § 1^{er}. En cas de déménagement rendu nécessaire par une nouvelle affectation, une indemnité dite "d'installation" peut être allouée au membre du personnel de la carrière extérieure affecté à un poste diplomatique ou à l'administration centrale.

§ 2. Le membre du personnel de la carrière extérieure établit sa demande sous forme de déclaration de créance établie sur base des frais réels, accompagnée des pièces justificatives des débours. Cette déclaration de créance doit être envoyée à l'Administrateur général endéans les six mois suivant la date à laquelle le logement a été occupé.

§ 3. Seules les dépenses faites à fonds perdus, c'est-à-dire dont l'objet est irrécupérable lorsque le membre du personnel de la carrière extérieure quitte définitivement le logement, sont prises en considération.

§ 4. L'indemnité d'installation ne peut dépasser 25 % du traitement du grade annuel brut indexé. Cette limite est portée à 12,5 % lors d'une affectation à un poste diplomatique en Belgique ou à l'administration centrale. Cette indemnité est calculée en conformité avec les règles du SPF Affaires étrangères.

Sous-section 7. — De l'indemnité pour frais de dernière maladie et de funérailles

Art. 26. En cas de décès d'un membre du personnel de la carrière extérieure, il est liquidé au profit de la ou des personnes qui a ou ont exposé les frais de dernière maladie et de funérailles, une indemnité égale à un mois de tous les émoluments du défunt, soit le traitement net, l'indemnité de poste et le supplément de 25 %.

Sous-section 8. — Des indemnités pour charge familiale

Art. 27. Les membres du personnel de la carrière extérieure en poste diplomatique à l'étranger depuis plus de six mois consécutifs bénéficient d'une indemnité pour charges familiales équivalente au double des allocations ordinaires majorées des suppléments octroyés en raison de l'âge des enfants.

Sous-section 9. — De l'intervention dans les frais scolaires

Art. 28. § 1^{er}. Les membres du personnel de la carrière extérieure en poste diplomatique à l'étranger peuvent bénéficier d'une intervention dans les frais scolaires de leurs enfants, pour autant que ceux-ci ne bénéficient pas d'une allocation pour frais d'études octroyée par une autre administration ou un autre organisme.

§ 2. Peuvent être pris en considération pour le bénéfice de cette intervention, les enfants dont le membre du personnel de la carrière extérieure a la garde et la charge, qui font partie de son ménage et qui sont âgés de quatre à vingt-cinq ans accomplis.

Seules les études de plein exercice, du niveau maternel jusqu'au niveau universitaire, organisées régulièrement sont prises en considération.

§ 3. Les montants d'intervention ainsi que les dépenses admissibles au remboursement sont fixés conformément aux règles applicables au SPF Affaires étrangères.

Sous-section 10. — De l'intervention dans les frais de retours familiaux périodiques

Art. 29. Les frais de retour en congé en Belgique et éventuellement de retour en poste diplomatique du membre du personnel de la carrière extérieure en poste diplomatique à l'étranger et des membres de sa famille sont remboursables à partir d'une certaine durée de séjour ininterrompue dans le poste diplomatique déterminée conformément aux règles applicables au SPF Affaires étrangères et dans la limite d'un billet de classe économique.

CHAPITRE IV. — *Autres modalités d'application.*

Art. 30. § 1^{er}. Les membres du personnel de la carrière extérieure en poste diplomatique à l'étranger peuvent, si les nécessités de service le permettent, obtenir chaque année un congé de trente jours ouvrables, au prorata des prestations à l'étranger dans le courant de l'année.

§ 2. Un supplément de congé de quinze jours ouvrables par an maximum peut être accordé au prorata de la durée du séjour à l'étranger conformément aux règles applicables au SPF Affaires étrangères.

§ 3. Le membre du personnel de la carrière extérieure, qui n'a pu obtenir, pour des raisons de service préalablement constatées et approuvées par l'Administrateur général, les congés prévus aux alinéas précédents, pourra en bénéficier durant dix-huit mois après la fin de l'année civile à laquelle les congés se rapportent. Toutefois, la durée des congés cumulés ne peut dépasser nonante jours ouvrables. Toute partie de l'arriéré dépassant la limite précitée est annulée à la fin de chaque année civile.

§ 4. Le temps consacré au voyage direct à destination de la Belgique ou de retour direct en poste diplomatique n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la durée du congé.

CHAPITRE V. — *Affectation d'agents sectoriels auprès des délégations et bureaux Wallonie-Bruxelles*

Art. 31. § 1^{er}. W.B.I. établit tous les deux ans une évaluation des besoins, au sein des Délégations et Bureaux Wallonie-Bruxelles, en agents sectoriels de niveau A et en agents de W.B.I. de niveau A, non membre du personnel de la carrière extérieure.

§ 2. En fonction de l'évaluation des besoins, W.B.I. et le cas échéant les administrations fonctionnelles concernées établissent un profil de fonction définissant les missions spécifiques. Le congé pour mission ou, le cas échéant, la mise à disposition est approuvé conjointement par les Ministres ayant respectivement dans leurs compétences les Relations internationales et la Fonction publique, ainsi que le ou les Ministres fonctionnels concernés.

Dans le cadre d'un congé pour mission, les Ministres examinent également les modalités de financement de la rémunération du personnel mis en congé pour mission.

§ 3. Tout en restant sous l'autorité fonctionnelle de son administration d'origine, l'agent en congé pour mission ou mis à disposition est placé, dès son arrivée dans le poste diplomatique, sous l'autorité diplomatique du Délégué général ou du Délégué; il lui transmettra, ainsi qu'à l'Administrateur général de Wallonie-Bruxelles International, toutes les informations, tous rapports et compte-rendu en liaison avec l'activité du poste diplomatique. L'agent inscrira ses démarches dans les objectifs politiques assignés au poste diplomatique.

Art. 32. § 1^{er}. Une indemnité de poste mensuelle est accordée aux agents visés à l'article 31, § 1^{er} lorsqu'ils sont en poste diplomatique.

§ 2. L'indemnité de poste mensuelle visée au § 1^{er} est composée des éléments suivants :

1° une indemnité forfaitaire destinée à couvrir les frais qui découlent du fait d'exercer une fonction de représentation;

2° une indemnité pour réception qui constitue une avance sur les frais exposés pour les réceptions qui doivent être organisées par l'agent ou auxquelles l'agent doit participer du chef de la fonction exercée. L'utilisation du montant total de cette indemnité doit être justifiée annuellement.

Si le montant justifié est inférieur au montant total de l'indemnité, la différence entre le montant de l'indemnité et le montant justifié est récupérée par retenue sur l'indemnité de poste. Si le montant justifié est supérieur au montant total de l'indemnité, la différence entre le montant justifié et l'indemnité n'est pas remboursée.

§ 3. 1° Les montants de l'indemnité forfaitaire mensuelle visée au § 2, 1°, s'élèvent à :

- 371,85 EUR pour les agents ayant au minimum le rang A4;

- 247,90 EUR pour les agents ayant au minimum le rang A6.

2° Les montants de l'indemnité mensuelle pour réception visée au § 2, 2°, s'élèvent à :

- 371,85 EUR pour les agents ayant au minimum le rang A4;

- 247,90 EUR pour les agents ayant au minimum le rang A6.

3° Les montants visés au présent article 1° et 2° sont liés aux fluctuations de l'indice de prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Ces montants sont rattachés à l'indice-pivot 101,12 au 1^{er} octobre 1997.

Ils sont liquidés sur une base mensuelle.

§ 4. A l'exception des agents visés à l'article 31, § 1^{er} qui sont en poste diplomatique à l'étranger, les bénéficiaires de l'indemnité de poste visée au présent article ne peuvent percevoir :

- l'indemnité de rapatriement ou l'indemnité de retour en congé;

- l'indemnité de déménagement ou l'allocation d'installation;

- l'intervention dans la location d'un logement ou l'allocation pour privation de logement;

- les frais de scolarité pour les enfants aux études;

- les chèques repas;

- l'indemnité pour frais de parcours;

- l'indemnité pour frais de séjour.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales.*

Art. 33. Les membres du personnel de la carrière extérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, occupent un emploi au cadre de la carrière extérieure jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de soixante-cinq ans et peuvent participer au mouvement diplomatique dans le respect du présent arrêté.

Art. 34. Les membres du personnel visés à l'article 33 du présent arrêté qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient d'un traitement supérieur à celui auquel ils pourraient prétendre compte tenu de leur grade, conservent le bénéfice de l'échelle de traitement qui était la leur sous le régime pécuniaire antérieur aussi longtemps qu'ils détiennent, dans ladite échelle, un traitement supérieur.

Art. 35. L'article 51 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure reste d'application, à titre transitoire, pour les membres du personnel visés à l'article 33 du présent arrêté.

Art. 36. L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 octroyant une indemnité de poste aux agents de la Région wallonne composant la Délégation générale commune de la Région wallonne et de la Communauté française auprès de l'Union européenne est abrogé. Toutefois, les agents qui bénéficient de ces indemnités lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à en bénéficier tant qu'ils occupent cette fonction.

Art. 37. § 1^{er}. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2012.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, la durée du mouvement diplomatique, fixée à 5 ans à l'article 10, § 1^{er}, ne produira ses effets qu'à partir du 1^{er} août 2015.

Durant la période transitoire, un mouvement diplomatique d'une durée plus courte sera organisé en 2012 et prendra fin au 31 juillet 2015.

Les membres du personnel de la carrière extérieure dont la durée totale des missions en poste diplomatique effectuée consécutivement sans retour à l'administration centrale n'excède pas quinze années pourront participer à ce mouvement diplomatique. Par dérogation à l'article 10, § 2, du présent arrêté, les personnes visées à l'alinéa précédent pourront être reconduites dans le même poste diplomatique.

En outre, le § 2 de l'article 15 est remplacé par la disposition suivante pour la durée du mouvement diplomatique visé par le présent paragraphe :

§ 2. Il sera procédé à une évaluation de ce mouvement diplomatique entre douze et six mois avant le terme de la période d'affectation en poste diplomatique.

§ 3. Par ailleurs, les membres du personnel de la carrière extérieure dont la durée totale de leurs missions en poste effectuées consécutivement sans retour en service à l'administration centrale n'aura pas atteint dix ans au 31 juillet 2015 seront également consultés pour les postes ouverts à affectation au 1^{er} août 2015.

Le cas échéant, ces derniers effectueront leur mission dans le poste qui leur aura été attribué jusqu'à ce que la durée totale de leurs missions en poste atteigne dix ans et seront alors remplacé par un autre membre de la carrière extérieure pour le reste de la durée de la mission.

§ 4. Le § 3 de l'article 30 produit ses effets à partir de l'année civile 2012.

Art. 38. Les Ministres ayant respectivement dans leurs compétences les Relations internationales et la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 février 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre en charge de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe 1^{re}

Liste exemplative des frais couverts par l'indemnité de poste

A. Eléments de la partie forfaitaire

* Frais de scolarité, frais médicaux, frais d'installation, de déménagement, frais liés au logement provisoire à l'arrivée et au départ, loyers, frais liés aux voyages de service, frais de transport de bagages qui ne sont ni remboursés, ni pris en charge par W.B.I.;

* Frais de logement plus élevés en raison du caractère représentatif de l'habitation;

* Investissement dans de l'équipement (mobilier, équipement ménager) à des fins représentatives;

* Usure plus rapide et remplacement plus fréquent du mobilier, de l'équipement ménager, des vêtements, des objets d'art et de décoration, en raison de déménagements fréquents et de certaines conditions climatiques;

* Frais de garde-meubles pour le mobilier et l'équipement ménager;

* Frais plus élevés liés au véhicule : remplacement fréquent, adaptation aux circonstances locales, assurances, besoin presque permanent pour les couples d'entretenir un deuxième véhicule;

* Frais plus élevés pour les appareils électriques (ménagers, vidéo et audio, P.C., etc.) en raison des spécificités techniques en matière de courant électrique, de prises, de prescriptions de sécurité et de normes locales;

* Frais d'habillement plus élevés, les vêtements devant servir à des fins représentatives;

* Frais d'habillement plus élevés, en raison de circonstances climatiques;

* Frais supplémentaires en matière d'approvisionnement dans certains postes, du fait que certaines marchandises font défaut sur le marché local et doivent être importées;

* Mesures de sécurité et polices d'assurance spéciales sur les personnes et les biens dans les pays à risques;

* Frais d'agence et garanties locatives;

* Assurances complémentaires revenus et pension pour conjoints n'ayant pas de revenus propres;

* Frais de déplacement pour le retour en Belgique, dans les postes où le voyage de retour remboursé n'est pas annuel;

* Frais de logement et de transport pendant les congés en Belgique;

* Assurances-assistance et assurances-vie plus coûteuses;

* Contacts avec le pays d'origine (notamment pour les agents ayant un conjoint étranger avec le pays d'origine de celui-ci) avec la famille et les proches : téléphone, correspondance;

* Abonnements aux journaux et périodiques belges ainsi qu'à des publications professionnelles spécialisées;

* Cours de langue pour l'agent et pour sa famille;

* Adhésion à certaines associations pour des motifs professionnels et de représentation;

* Frais découlant de la réintégration en Belgique, en cas d'affectation à l'Administration centrale ou au moment de la retraite.

B. Eléments réceptions

* Aliments, boissons, tabacs et friandises;

* Fleurs et bougies pour les tables et salles de réception;

* Location de vaisselle, de verres, de couverts et de linge de table, pour autant qu'il s'agisse de grandes réceptions, que ce matériel n'ait pas été fourni par W.B.I., qu'il soit ou non fourni par un traiteur;

* Services de chefs coq et de serveurs (pour autant, en ce qui concerne les chefs de poste, que ces services ne soient pas prestés par le personnel rémunéré au moyen des interventions provisionnelles pour frais de personnel), qu'ils soient ou non fournis par un traiteur;

* Notes et factures de restaurants et autres établissements pour ce qui concerne les réceptions tenues hors du domicile;

* Frais de participation à des déjeuners ou dîners de travail, pour autant qu'ils soient nécessaires dans le cadre de l'exercice de la fonction;

* Cadeaux et dons pour des raisons professionnelles ou de représentation;

* Un maximum de 5 % de l'intervention provisionnelle pour réceptions peut être consacré par le conjoint ou partenaire cohabitant du chef de poste à des frais de parure, de toilette ou de coiffure.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International.

Bruxelles, le 2 février 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre en charge de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe 2

Calcul de l'indemnité de poste

L'indemnité de poste est composée des éléments suivants :

1. indemnité de base;
2. indemnité d'éloignement;
3. indemnité de pénibilité;
4. indemnité pour réceptions.

Les catégories d'indemnités visées aux points 1 à 3 constituent l'indemnité d'affectation et de mobilité dont le calcul et l'attribution sont forfaitaires. L'indemnité visée au point 4 est l'indemnité de représentation.

1. Indemnité de base.

L'indemnité de base est une indemnité forfaitaire destinée à couvrir les frais qui découlent :

- des changements d'affectation en raison desquels l'agent est amené à déménager régulièrement d'un poste à l'autre, d'un poste vers une fonction à l'administration centrale ou d'une fonction à l'administration centrale vers un poste. Il s'agit ici de l'élément mobilité, une indemnité qui est accordée aux agents en poste;
- de l'obligation de s'établir à l'étranger pour y exercer certaines fonctions. Il s'agit ici de l'élément affectation, une indemnité allouée aux agents en poste à l'étranger;
- du fait d'exercer, en poste, une fonction de représentation. Il s'agit ici de l'élément représentation passive allouée aux agents en poste ainsi qu'aux collaborateurs diplomatiques, dans lequel ne sont pas compris différents devoirs de représentation visés dans l'indemnité de représentation.

Le montant de base de l'élément mobilité est fixé suivant les normes en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Le montant de base de l'élément affectation est fixé suivant les normes en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Le montant de base de l'élément représentation passive est fixé sur base de l'échelle de collaborateur diplomatique (CD6) en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Ces montants sont mis à jour annuellement par le SPF Affaires étrangères.

Le montant de base servant au calcul de l'indemnité de base est égal à la somme des montants de base des éléments mobilité, affectation et représentation passive. L'indemnité de base est égale au montant de base total, multiplié d'abord par le coefficient du coût de la vie (1) attribué au poste donné, et majoré, le cas échéant, du supplément d'indemnité de poste de 25 % prévu lorsque le conjoint accompagne le diplomate en poste.

2. Indemnité d'éloignement

Les postes sont classés par rang d'éloignement; ces rangs sont au nombre de cinq, à savoir :

rang 1 : les postes en Belgique, ainsi que ceux qui se situent dans un rayon de 300 km par voie terrestre à partir de la frontière du pays

rang 2 : les postes situés sur le territoire de l'UE, ainsi que la Norvège, la Suisse, la Hongrie et la Croatie;

rang 3 : les autres pays européens, ainsi que la Turquie, le Maroc et la Tunisie;

rang 4 : les postes aux Etats-Unis, au Canada, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, à l'exception de ceux visés au rang 3;

rang 5 : tous les autres postes qui ne sont pas classés dans un des rangs de 1 à 4.

L'indemnité d'éloignement couvre les frais d'éloignement non couverts ou incomplètement couverts par l'indemnité de base, et ce en proportion de l'éloignement du poste par rapport à la Belgique.

Les montants de base de l'indemnité d'éloignement sont mis à jour annuellement par le SPF Affaires étrangères.

L'indemnité d'éloignement est égale au montant de base majoré de 100 % pour les agents dont le conjoint accompagne en poste et de 50 % par enfant à charge (2).

3. Indemnité de pénibilité

Les postes sont classés par rangs de pénibilité, qui sont au nombre de 6, le rang 1 étant caractérisé par le niveau de pénibilité le plus bas et le rang 6 par le niveau le plus élevé.

Le classement des postes par rang de pénibilité s'effectue sur la base des critères suivants :

- conditions climatiques;
- isolement social;
- sécurité;
- situation au niveau sanitaire et en matière d'environnement, pour autant que celle-ci soit susceptible d'avoir des effets néfastes sur la santé;
- présence, accessibilité et qualité des soins médicaux;
- présence, accessibilité et qualité des équipements matériels, tels que le logement et l'approvisionnement en biens de première nécessité.

Chaque année, au mois de décembre, le classement des postes par rang de pénibilité est réévalué par le SPF Affaires étrangères.

Le nouveau classement établi suite à l'évaluation annuelle sera appliqué à partir du mois de février suivant.

L'indemnité de pénibilité est égale au montant de base majoré de 50 % pour les agents dont le conjoint est en poste

4. Indemnité pour réceptions

L'indemnité pour réceptions est une avance sur les frais exposés pour les réceptions qui doivent être organisées par l'agent et/ou par son conjoint ou auxquelles l'agent et/ou son conjoint doivent participer du chef de la fonction exercée.

Le niveau de cette indemnité est fixé, par définition, de manière à ce qu'elle soit suffisante, compte tenu du montant de base, du coefficient coût de la vie et du coefficient de représentation, pour couvrir tous les frais occasionnés par les réceptions et ce pour une période de 12 mois, allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année suivante.

Un supplément d'indemnité en dérogation à la règle ne pourra être accordé que dans le cas de devoirs de représentation spéciaux ou exceptionnels tels que visites royales et princières, visites ministérielles, manifestations importantes, fêtes officielles de la Région wallonne et de la Communauté française, missions culturelles, économiques et commerciales et autres. Ce supplément ne pourra être accordé qu'à la demande expresse de l'agent, et si Wallonie-Bruxelles International estime que, vu le montant de l'indemnité pour réceptions, un supplément est indispensable pour couvrir les frais découlant de ces devoirs spéciaux ou exceptionnels.

On entend par réceptions, dans le chef de l'agent et de son conjoint :

- les réceptions, dîners, buffets, déjeuners, petits déjeuners et autres organisés par l'agent à son domicile privé ou à l'extérieur de celui-ci, dans le cadre de l'exercice de sa fonction;
- les déjeuners de travail ou dîners diplomatiques où chacun des participants couvre ses propres frais, dans la mesure où la participation de l'agent est indispensable dans le cadre de l'exercice de sa fonction.

Le montant de base de l'indemnité pour réceptions est fixé de la manière suivante :

- pour les Délégués généraux et délégués : indemnité de réception "chef de poste";
- pour les Conseillers : indemnité de réception "collaborateur diplomatique".

L'indemnité pour réceptions est égale au montant de base multiplié par le coefficient coût de la vie et par le coefficient représentation, puis majorée de 25 % pour les agents dont le conjoint accompagne en poste. Chaque année, les agents sont tenus de justifier, selon les modalités prescrites par note de service, l'utilisation du montant total de l'indemnité pour réceptions.

Le coefficient de représentation est de 1,00.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International.

Bruxelles, le 2 février 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre en charge de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Notes

(1) Le coefficient coût de la vie est l'expression mathématique de la différence en matière de coût de la vie rencontrée par les expatriés, par rapport au coût de la vie en Belgique ou d'un poste à l'autre. Le coefficient applicable aux postes en Belgique est fixé à 1.00. Les coefficients applicables aux postes à l'étranger sont fixés sur la base des taux pratiqués par le Service public fédéral des Affaires étrangères et modifiés deux fois par an sur cette base.

(2) Dans le cas de conjoints se trouvant tous deux en poste, l'augmentation pour enfants à charge n'est allouée qu'à l'un d'eux, à savoir l'agent exerçant ses fonctions dans le poste classé dans le rang d'éloignement le plus élevé. Si des conjoints sont affectés au même poste ou à des postes différents ayant même rang d'éloignement, l'augmentation pour enfants à charge est allouée à l'agent féminin, à moins que les agents concernés n'aient exprimé le souhait qu'il en soit autrement.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1119

[C - 2012/29167]

2 FEBRUARI 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van de externe loopbaan van "Wallonie-Bruxelles International"

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gesloten op 20 maart 2008, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gesloten op 20 maart 2008;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 2007, 31 oktober 2007 en 8 november 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 23 november 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 22 november 2007;

Gelet op het protocol nr. 362 van het onderhandelingscomité van sector XVII, gesloten op 17 januari 2008;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de personeelsleden van de externe loopbaan van "Wallonie-Bruxelles International", hierna de instelling genoemd. Ieder personeelslid van de externe loopbaan van de instelling vertegenwoordigt de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Art. 2. De hoedanigheid van personeelslid van de externe loopbaan van de instelling wordt toegekend aan :

- elk personeelslid dat in die loopbaan in vast verband tewerkgesteld is;
- de personen die met toepassing van artikel 8 van dit besluit aangewezen worden;
- de contractuele personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden aangeworven en die in die loopbaan werden tewerkgesteld.

Art. 3. In het activiteitenverslag van de instelling wordt elk jaar een organogram van de delegaties en bureaus gepubliceerd, met vermelding van hun structuren en de namen van de personeelsleden.

Art. 4. De volgende bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International" zijn toepasselijk op de statutaire personeelsleden van de externe loopbaan :

- Boek I, Titel I : "Hoedanigheid van ambtenaar, rechten en plichten";
- Boek I, Titel II : "Algemene bepalingen";
- Boek I, Titel III : "Werving en loopbaan";
- Boek I, Titel IV : "Werving en loopbaan van de gehandicapte personen";
- Boek I, Titel VII : "Onverenigbaarheden";
- Boek I, Titel VIII : "Evaluatie";
- Boek I, Titel IX, Hoofdstuk II : "Directiecomité";
- Boek I, Titel X : "Tuchtregeling";
- Boek I, Titel XI : "Raad van beroep";
- Boek I, Titel XII : "Schorsing in het belang van de dienst";
- Boek I, Titel XIII : "Standen en administratieve anciënniteit";
- Boek I, Titel XIV : "Verlies van de hoedanigheid van ambtenaar en ambtsneerlegging";
- Boek I, Titel XV : "Geldelijk statuut";
- Boek III : "Verloven en andere afwezigheden van de ambtenaren".

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen van de externe loopbaan
betreffende het administratief statuut voor het personeel van de externe loopbaan*

Afdeling 1. — Titels en ambten

Art. 5. § 1. Onder "diplomatieke post" wordt verstaan : de diplomatieke vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, zowel in België als in het buitenland, waarvoor de algemeen afgevaardigde, de afgevaardigde of de adviseur wordt aangewezen.

§ 2. Als de personeelsleden van de externe loopbaan in actieve dienst zijn in een diplomatieke post, voeren ze de titel van het ambt dat ze uitoefenen, dit is afgevaardigde, algemeen afgevaardigde of adviseur.

In het hoofdbestuur voeren de personeelsleden van de externe loopbaan de titel van het ambt dat ze daar uitoefenen.

§ 3. Binnen de externe loopbaan bestaan er drie graden, zoals die bepaald zijn in artikel 9, § 1. Een weddeschaal wordt toegekend aan iedere titularis van een graad overeenkomstig de overeenstemming bepaald in artikel 18.

Afdeling 2. — Plichten

Art. 6. De personeelsleden van de externe loopbaan moeten de ambten uitoefenen die hun ofwel in het buitenland, ofwel in België, ofwel in het hoofdbestuur worden toegewezen. Ze moeten de plichten in verband met de uitoefening van hun ambt nakomen met de permanente behartiging van de belangen van de Regeringen, en dit, inzonderheid overeenkomstig het opdrachtenblad bedoeld in artikel 13 van dit besluit. Bij de uitoefening van hun opdracht, zullen de personeelsleden van de externe loopbaan ervoor zorgen dat de betrekkingen met andere Staten niet in het gedrang komen en de geldende samenwerkingsakkoorden in acht worden genomen.

Afdeling 3. — Werving

Art. 7. § 1. De bepalingen bedoeld in titel III "Werving en loopbaan" van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap en van het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International" zijn van toepassing bij gebrek aan specifieke regels die door dit besluit worden vastgesteld.

§ 2. Tot ambtenaren van de externe loopbaan kunnen worden benoemd, de personen die geslaagd zijn voor een diplomatiek vergelijkend wervingsexamen dat voor de instelling door SELOR wordt georganiseerd en die een stage van één jaar binnen W.B.I. met succes hebben gevolgd, met ten minste één verblijf in een diplomatieke post.

Afdeling 4. — Werving voor een speciale opdracht

Art. 8. § 1. Wegens specifieke omstandigheden in verband met een politieke en/of geopolitieke toestand of wegens bijzondere omstandigheden in verband met de post of wegens het strategische belang van de post ten opzichte van het regeringsbeleid, kunnen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap, bij in Raad overlegde besluiten die behoorlijk met redenen omkleed zijn, een beperkt aantal van vier hoge vertegenwoordigers die niet behoren tot de externe loopbaan aanwijzen, om, tot de volgende diplomatieke beweging, één of meer posten te bekleden die voor een dienstaanwijzing open zijn of om een bijzondere opdracht in het buitenland uit te oefenen.

De Regeringen leggen het directiecomité van W.B.I., vóór de dienstaanwijzing, de lijst van de posten om advies voor die in aanmerking komen voor een bijzondere opdracht alsook de omstandigheden tot staving van die keuzen.

Het directiecomité van W.B.I. brengt de Regeringen een advies binnen een termijn van één maand uit.

§ 2. Die hoge vertegenwoordigers voeren de titel van afgevaardigde in het kader van hun opdracht.

Die specifieke opdracht wordt uitgeoefend in het kader van een arbeidsovereenkomst en de personen die tot hoge vertegenwoordiger worden aangewezen, kunnen dat ambt niet boven de leeftijd van vijftenzestig jaar bekleden. Ze geeft geen recht op een benoeming in vast verband in het ambt dat ze toekent. Vóór het einde van de opdracht, en, hoe dan ook, uiterlijk vóór de volgende diplomatieke beweging, wordt er een einde gemaakt aan de overeenkomst.

Binnen de zes maanden volgend op hun aanwijzing, stellen de hoge vertegenwoordigers, samen met de Minister bevoegd voor de internationale betrekkingen en de administrateur-generaal van W.B.I., hun visie alsook hun opdrachtenblad aan het Parlement van de Franse Gemeenschap voor.

§ 3. De artikelen 13 tot 15 en 17 en volgende van dit besluit zijn toepasselijk op de hoge vertegenwoordigers.

Afdeling 5. — Loopbaan

Art. 9. § 1. Binnen de externe loopbaan zijn er drie graden : attaché, eerste attaché en directeur. De bevordering van een ambtenaar naar een hogere rang geschiedt door verhoging in graad.

§ 2. De bevordering door verhoging in graad is de benoeming in een onmiddellijk hogere graad van hetzelfde niveau als dat waartoe de ambtenaar behoort.

Afdeling 6. — Diplomatieke beweging en aanwijzingsvoorwaarden

Art. 10. § 1. Onder diplomatieke beweging wordt verstaan, de periodieke verandering van dienstaanwijzing van de personeelsleden van de externe loopbaan. Ze geschiedt om de vijf jaar. De beweging houdt de tijdelijke dienstaanwijzing naar het hoofdbestuur in wanneer het personeelslid niet voor een diplomatieke post aangewezen is.

§ 2. De personeelsleden van de externe loopbaan kunnen één keer in dezelfde diplomatieke post opnieuw worden aangewezen.

De totale duur van de opdrachten die in een diplomatieke post zonder terugkeer naar het hoofdbestuur opeenvolgend werden uitgeoefend door een personeelslid van de externe loopbaan, kan niet langer zijn dan twee opdrachten.

§ 3. Bij elke diplomatieke beweging, wordt door W.B.I. een lijst opgesteld van de posten die voor een dienstaanwijzing in aanmerking komen.

Die lijst wordt dan door de Waalse Regering en door de Regering van de Franse Gemeenschap goedgekeurd.

W.B.I. raadpleegt de personeelsleden van de externe loopbaan over de posten die voor een dienstaanwijzing in aanmerking komen, behalve deze wier totale duur van hun laatste opeenvolgende opdrachten in een diplomatieke post langer is dan twee opdrachten.

§ 4. Bij elke creatie van een betrekking of een post binnen de externe loopbaan tussen twee diplomatieke bewegingen of wanneer een post onbezet blijft tussen twee diplomatieke bewegingen om een andere reden dan deze die bedoeld is in artikel 17 van dit besluit, wordt door W.B.I. een lijst opgesteld van de posten die voor een dienstaanwijzing in aanmerking komen. Die lijst wordt dan door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap goedgekeurd.

W.B.I. raadpleegt prioritair de personeelsleden van de externe loopbaan die in het hoofdbestuur in dienst zijn voor de posten die voor een dienstaanwijzing in aanmerking komen. Indien sommige posten na die raadpleging vacant blijven, wordt de raadpleging uitgebreid tot het geheel van het personeel van de externe loopbaan.

Afdeling 7. — Dienstaanwijzing

Art. 11. § 1. Het directiecomité van W.B.I. onderzoekt de geschiktheid van de kandidaten op grond van de behoeften van de diplomatieke post en het profiel van het ambt, en de motivatie van de kandidaten.

§ 2. Het comité voert dat examen uit, om de taalkennis en de verworven ervaring te toetsen. In aanmerking worden eveneens genomen, de verslagen betreffende een opdracht of een verblijf in een diplomatieke post en de evaluaties betreffende de laatst beklede post.

§ 3. Het directiecomité stelt een voorlopig met redenen omkleed advies over de kandidaten op.

Van dat voorlopige advies wordt aan de kandidaten kennis gegeven.

Binnen de veertien dagen na de kennisgeving kan een kandidaat zijn opmerkingen laten kennen of een bezwaar indienen bij de voorzitter van het directiecomité. Het directiecomité beslist over het bezwaar binnen de maand na de ontvangst ervan, na de bezwaarindieners te hebben gehoord, indien deze dit wenst. De bezwaarindieners kan zich door een persoon naar keuze laten bijstaan.

De met redenen omklede beslissing van het directiecomité over de opmerkingen of het bezwaar wordt meegedeeld aan de persoon die zijn opmerkingen heeft laten kennen of een bezwaar heeft ingediend.

Bij wijziging van het voorlopige met redenen omklede advies, wordt het definitieve met redenen omklede advies meegedeeld aan alle kandidaten. Daar worden de verschillende beroepsmiddelen in vermeld.

Het directiecomité zendt het definitieve met redenen omklede advies over aan de Ministers van Internationale Betrekkingen van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap, die er de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap van op de hoogte brengen en hun dienstaanwijzingen voorstellen.

Art. 12. § 1. De dienstaanwijzingen voor een diplomatieke post en voor het hoofdbestuur worden door de Regeringen vastgesteld.

§ 2. De administrateur-generaal wordt belast met de uitvoering van de beslissingen in verband met de dienstaanwijzing van de personeelsleden van de externe loopbaan.

§ 3. Er is geen recht op de dienstaanwijzing voor een diplomatieke post.

Afdeling 8. — Opdrachtenblad en activiteitenverslag

Art. 13. Bij elke dienstaanwijzing voor een diplomatieke post, stelt de administrateur-generaal, uiterlijk binnen de drie maanden na de dienstaanwijzing, met de medewerking van het aangewezen personeelslid van de externe loopbaan, een opdrachtenblad op, dat de te bereiken doelstellingen bepaalt. Het opdrachtenblad wordt door de bevoegde Minister(s) goedgekeurd. Het kan in de loop van de opdracht in dezelfde voorwaarden worden aangepast.

Art. 14. § 1. Bij zijn indiensttreding in een nieuwe diplomatieke post, stelt het personeelslid van de externe loopbaan een beknopt verslag op voor de indiensttreding, waarin het de toestand die het ontdekt, beschrijft, inzonderheid de stand van de samenwerking en de betrekkingen met de overheid en partners van het land, de stand van de organisatie en de financiën van de post.

§ 2. Het personeelslid van de externe loopbaan stelt een jaarlijks activiteitenverslag op, inzonderheid op grond van de doelstellingen die in het opdrachtenblad vermeld zijn.

§ 3. Het personeelslid van de externe loopbaan zendt dat verslag aan de Ministers van Internationale Betrekkingen van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap langs de hiërarchische weg toe.

Art. 15. § 1. De evaluatie van de personeelsleden van de externe loopbaan die voor een diplomatieke post aangewezen zijn, wordt tegelijk op grond van het activiteitenverslag vermeld in artikel 14 van dit besluit en op grond van de evaluatiecriteria bepaald in titel VIII van boek I van het besluit van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International", uitgevoerd, zoals vastgesteld in het model vermeld in bijlage IX van het voormelde besluit.

§ 2. Tussen twee diplomatieke bewegingen worden twee evaluaties uitgevoerd :

- de eerste, tussen twintig en vierentwintig maanden na de goedkeuring van het opdrachtenblad;
- de tweede, tussen zes en twaalf maanden vóór het einde van de periode van de dienstaanwijzing in de diplomatieke post.

§ 3. Wanneer een personeelslid van de externe loopbaan de vermelding "ongunstig" krijgt, wordt het aangewezen naar het hoofdbestuur, en voor het ambt waarvoor het aangewezen was, wordt een nieuw oproep tot kandidaten georganiseerd, waarbij de vervanger belast wordt met het voleindigen van de lopende diplomatieke beweging.

Als een beroep wordt ingediend, kunnen die nieuwe dienstaanwijzing en de oproep tot kandidaten niet vóór de beslissing van de bevoegde overheid plaatsvinden voordat de beslissing van de bevoegde overheid wordt genomen op het einde van de beroepsprocedure.

§ 4. Bij een tweede opeenvolgende evaluatie met de vermelding "ongunstig", spreekt de administrateur-generaal een voorstel tot afdanking uit.

Afdeling 9. — Vorming

Art. 16. Bij hun periodieke terugkeer in het hoofdbestuur, kunnen de personeelsleden van de externe loopbaan vormingscursussen volgen.

Afdeling 10. — Langdurig ziekteverlof

Art. 17. § 1. Het ziekteverlof wordt aan het personeelslid van de externe loopbaan alleen op overlegging van een omstandig medisch attest toegekend.

§ 2. Als het ziekteverlof van het personeelslid van de externe loopbaan langer is dan een ononderbroken periode van dertig kalenderdagen, kan de administrateur-generaal zijn tijdelijke vervanging toestaan. Die vervanging kan niet langer zijn dan de duur van het ziekteverlof.

§ 3. De vervanging bedoeld in § 2 wordt verricht door een personeelslid van de externe loopbaan die voor het hoofdbestuur tijdelijk wordt aangewezen, krachtens artikel 11, § 1.

§ 4. Gedurende die periode geniet het personeelslid van de externe loopbaan die voor de tijdelijke vervanging zorgt een postvergoeding. Gedurende diezelfde periode worden de terugkeervergoeding en de bijzondere overdrachtvergoeding niet meer ontvangen.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepalingen van de externe loopbaan inzake geldelijk statuut voor het personeel van de externe loopbaan

Afdeling 1. — Vaststelling van de weddeschalen

Art. 18. Er wordt een weddeschaal toegekend aan de titularis van een graad volgens de volgende overeenstemming :

- de weddeschaal A 6 voor de graad attaché;
- de weddeschaal A 5 voor de graad eerste attaché;
- de weddeschaal A 4 voor de graad directeur.

Afdeling 2. — Diverse vergoedingen en toelagen

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 19. Wegens het representatieve karakter van hun opdracht en de noodwendigheden van de lange afstand, genieten de personeelsleden van de externe loopbaan diverse vergoedingen en toelagen.

Alleen de vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 21 tot 29 kunnen worden toegekend aan de personeelsleden van de externe loopbaan, onder de in die artikelen beschreven voorwaarden en overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

De bestanddelen van de postvergoeding, zoals inzonderheid de coëfficiënten voor de levenskosten, de vergoeding voor lastig werk, worden om de zes maand herzien door de FOD Buitenlandse Zaken. De wijzigingen van het bedrag van die bestanddelen zijn rechtstreeks van toepassing op de personeelsleden van de externe loopbaan.

Het bedrag van de vergoeding hangt af van het ambt dat door de diplomaat wordt uitgeoefend.

Art. 20. De vergoedingen en toelagen van alle aard bedoeld in artikel 19 van dit besluit zijn :

- 1° de postvergoeding;
- 2° de termijnvergoeding;
- 3° de verlofvergoeding;
- 4° de terugkeervergoeding en de bijzondere vergoeding voor overdracht;
- 5° de installatievergoeding;
- 6° de vergoeding voor kosten voor laatste ziekte en begrafenis;
- 7° de vergoedingen voor gezinslasten;
- 8° de tegemoetkoming in de schoolkosten;
- 9° de tegemoetkoming in de kosten voor periodieke terugkeer in het gezin.

Onderafdeling 2. — Postvergoeding

Art. 21. § 1. De personeelsleden van de externe loopbaan die voor een diplomatieke post aangewezen zijn, ontvangen, naast hun wedde, een postvergoeding die wordt vastgesteld overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op de FOD Buitenlandse Zaken en waarvan de berekeningswijze in de bijlage bij dit besluit wordt uitgelegd.

§ 2. De postvergoeding bestaat uit de volgende elementen :

- 1° mobiliteit;
- 2° dienstaanwijzing;
- 3° passieve vertegenwoordiging;
- 4° lange afstand;
- 5° lastigheidsgraad;
- 6° vervoerkosten;
- 7° receptie of actieve vertegenwoordiging.

§ 3. De bestanddelen van de postvergoeding bedoeld in de punten 1 tot 6 van § 2 zijn forfaitair en behoeven geen verantwoording.

Voor de berekening van het bestanddeel van de postvergoeding bedoeld in punt 3 van § 2 (passieve vertegenwoordiging), worden de personeelsleden van de externe loopbaan verbonden aan de categorieën CD3 tot CD6 die door de FOD Buitenlandse Zaken worden gebruikt om de passieve vertegenwoordiging van de diplomatieke medewerkers te rangschikken.

Het bestanddeel van de postvergoeding bedoeld in punt 7 van § 2 (onthaal of actieve vertegenwoordiging) is een provisionele tegemoetkoming op de representatiekosten van het personeelslid van de externe loopbaan dat deze vergoeding geniet. Dit behoeft een verantwoording. Voor de berekening van dat bestanddeel van de postvergoeding, worden de personeelsleden van de externe loopbaan met de categorie "diplomatieke medewerker" gelijkgesteld en wordt de vertegenwoordigingscoëfficiënt die in aanmerking te nemen is in de tabel vermeld in bijlage 2 van dit besluit opgenomen.

Een lijst van de kosten die worden gedekt door het bestanddeel van de postvergoeding bedoeld in punt 7 van § 2 wordt bij wijze van voorbeeld opgenomen in bijlage 1 van dit besluit.

Onderafdeling 3. — Termijnvergoeding

Art. 22. § 1. Gedurende de periode van twee maanden die onmiddellijk voorafgaat aan de aankomst in de diplomatieke post, "termijnperiode" genoemd, ontvangt het personeelslid van de externe loopbaan een vergoeding, waarvan het bedrag overeenstemt met 75 % van zijn geïndexeerde bruto graadwedde, als het ongehuwd, weduwnaar/weduwe, gescheiden is, of met geen kind ten laste, en 100 % van die wedde in de andere gevallen.

§ 2. Die vergoeding wordt alleen aan de personeelsleden van de externe loopbaan die vóór hun nieuwe dienstaanwijzing in het hoofdbestuur in dienst waren, uitbetaald.

Onderafdeling 4. — Verlofvergoeding

Art. 23. § 1. Gedurende de jaarlijkse verlofperiode en gedurende de reizen heen en terug naar aanleiding van dit verlof, wordt de postvergoeding vervangen door een verlofvergoeding. Die bepaling is pas vanaf de 31e dag van de gecumuleerde jaarlijkse verlofdagen van toepassing. De afwezigheidsdagen ten opzichte van het ambtsgebied worden in aanmerking genomen voor de berekening van de dertig dagen.

§ 2. Wanneer het personeelslid van de externe loopbaan niet verzocht wordt zijn post definitief te verlaten, is de verlofvergoeding gelijk aan 75 % van de laatst toegekende postvergoeding.

§ 3. Wanneer het personeelslid wordt verzocht zijn post definitief te verlaten, is de verlofvergoeding gelijk aan 100 % van zijn geïndexeerde bruto graadwedde, als het gehuwd is of kinderen ten laste heeft, of 75 % van zijn bruto graadwedde als het ongehuwd, weduwe/weduwnaar of gescheiden is en geen kinderen ten laste heeft. Die laatste vergoeding geeft geen aanleiding tot verantwoording van de aanwending ervan.

§ 4. Voor een personeelslid van de externe loopbaan dat verzocht wordt zijn post definitief te verlaten en dat voor het hoofdbestuur aangewezen wordt, wordt de vergoeding toegekend gedurende de overblijvende verlofperiode voortvloeiend uit zijn ambt in het buitenland, die hij zal mogen genieten.

Onderafdeling 5. — Terugkeervergoeding en bijzondere vergoeding voor overdracht

Art. 24. § 1. De personeelsleden van de externe loopbaan die voor het hoofdbestuur aangewezen zijn, ontvangen een maandelijkse huisvestingsvergoeding, behalve de diplomaten die in een diplomatieke post in België waren. Die vergoeding wordt gedurende drie jaar ononderbroken dienstaanwijzing voor het hoofdbestuur toegekend tot beloop van 100 % in het eerste jaar en 50 % in de volgende jaren.

Die vergoeding wordt berekend op grond van de geïndexeerde maandelijkse graadwedde. Ze is gelijk aan :

- 1/10 van dat bedrag voor de personeelsleden van de externe loopbaan die ongehuwd, weduwe/weduwnaar of gescheiden zijn, en geen kinderen ten laste hebben;
- 1/6 van dat bedrag voor de personeelsleden van de externe loopbaan die gehuwd en daarmee gelijkgesteld zijn die een minderjarig kind ten laste hebben;
- 1/5 van dat bedrag voor de personeelsleden van de externe loopbaan die gehuwd en daarmee gelijkgesteld zijn die ten minste twee kinderen ten laste hebben.

Ze wordt niet uitbetaald aan het personeelslid van de externe loopbaan die ertoe wordt gemachtigd het overblijvende deel van zijn verlof, voortvloeiend uit de uitoefening van zijn ambt in het buitenland, te genieten.

§ 2. De personeelsleden van de externe loopbaan die voor het hoofdbestuur aangewezen zijn, genieten overigens een bijzondere maandelijkse vergoeding voor overdracht, waarvan de duur gelijk is aan de huisvestingsvergoeding. De bijzondere vergoeding voor overdracht bedraagt 37,18 EUR, vermeerderd met 25 %, wanneer het personeelslid gehuwd of samenwonend is.

Onderafdeling 6. — Installatievergoeding

Art. 25. § 1. Bij verhuizing die als gevolg van een nieuwe dienstaanwijzing noodzakelijk wordt gemaakt, kan een vergoeding, "installatievergoeding" genoemd, worden toegekend aan het personeelslid van de externe loopbaan dat wordt aangewezen voor een diplomatieke post of voor het hoofdbestuur.

§ 2. Het personeelslid van de externe loopbaan stelt zijn aanvraag op in de vorm van een aangifte van schuldvordering die wordt opgemaakt op grond van werkelijke kosten, samen met de verantwoordingsstukken van de verschotten. Die aangifte van schuldvordering moet aan de administrateur-generaal worden toegestuurd binnen de zes maanden na de datum waarop de woning werd bezet.

§ 3. Alleen de uitgaven à fonds perdu, dit is waarvan het voorwerp niet meer kan worden gebruikt wanneer het personeelslid van de externe loopbaan de woning definitief verlaat, worden in aanmerking genomen.

§ 4. De installatievergoeding kan niet hoger zijn dan 25 % van de geïndexeerde bruto jaarlijkse graadwedde. Die beperking wordt op 12,5 % vastgesteld bij een dienstaanwijzing voor een diplomatieke post in België of in het hoofdbestuur. Die vergoeding wordt berekend volgens de regels van de FOD Buitenlandse Zaken.

Onderafdeling 7. — Vergoeding voor de kosten voor de laatste ziekte en de begrafenis

Art. 26. Bij overlijden van een personeelslid van de externe loopbaan, wordt ten behoeve van de persoon(personeen) die de kosten voor de laatste ziekte of begrafenis heeft(hebben) voorgelegd een vergoeding uitbetaald die gelijk is aan één maand van alle emolumenten van de overledene, dit zijn de wedde, de postvergoeding en het bijkomend deel van 25 %.

Onderafdeling 8. — Vergoedingen voor gezinslasten

Art. 27. De personeelsleden van de externe loopbaan die zich in een diplomatieke post in het buitenland sedert meer dan zes opeenvolgende maanden bevinden, genieten een vergoeding voor gezinslasten die gelijk zijn aan het dubbele van de gewone toelagen, vermeerderd met de bijkomende delen die worden toegekend op grond de leeftijd van de kinderen.

Onderafdeling 9. — Tegemoetkoming in de schoolkosten

Art. 28. § 1. De personeelsleden van de externe loopbaan die zich in een diplomatieke post in het buitenland bevinden, kunnen een tegemoetkoming in de schoolkosten van hun kinderen genieten, voor zover deze geen toelage voor studiekosten genieten die door een andere administratie of een andere instelling wordt toegekend.

§ 2. Voor het voordeel van die tegemoetkoming kunnen in aanmerking worden genomen, de kinderen die het personeelslid van de externe loopbaan onder zijn hoede en ten laste heeft, die van zijn gezin deel uitmaken en die de volle leeftijd van vier tot vijftientwintig jaar hebben bereikt.

Alleen de studies met volledig leerplan die vanaf het kleuteronderwijs tot het universitair onderwijs regelmatig worden georganiseerd, worden in aanmerking genomen.

§ 3. De bedragen voor de tegemoetkoming alsook de uitgaven die voor de terugbetaling in aanmerking komen, worden vastgesteld overeenkomstig de regels die op de FOD Buitenlandse Zaken van toepassing zijn.

Onderafdeling 10. — Tegemoetkoming in de kosten voor de periodieke terugkeer in gezinnen

Art. 29. De kosten voor de terugkeer in België wegens verlof en eventueel de terugkeer in de diplomatieke post van het personeelslid van de externe loopbaan die een diplomatieke post in het buitenland bekleedt en van de leden van zijn gezin kunnen worden terugbetaald vanaf een zekere ononderbroken verblijfsduur in de diplomatieke post die wordt bepaald overeenkomstig de regels die op de FOD Buitenlandse Zaken van toepassing zijn, binnen de perken van een biljet van de goedkope klasse.

HOOFDSTUK IV. — *Andere toepassingsregels*

Art. 30. § 1. De personeelsleden van de externe loopbaan die zich in een diplomatieke post in het buitenland bevinden, kunnen, indien de noodwendigheden van de dienst dit mogelijk maken, elk jaar een verlof van dertig werkdagen krijgen, in verhouding tot de prestaties in het buitenland in de loop van het jaar.

§ 2. Er kan een bijkomend verlof van hoogstens vijftien werkdagen per jaar worden toegekend in verhouding tot de duur van het verblijf in het buitenland overeenkomstig de regels die op de FOD Buitenlandse Zaken van toepassing zijn.

§ 3. Het personeelslid van de externe loopbaan dat, om dienstredenen die door de administrateur-generaal vooraf werden vastgesteld en goedgekeurd, de in de vorige leden bepaalde verloven niet heeft kunnen krijgen, zal die gedurende achttien maanden na het einde van het burgerlijk jaar waarop de verloven betrekking hebben, kunnen nemen. De duur van het jaarlijks verlof kan echter niet langer zijn dan negentig werkdagen. Elk deel van de niet genomen verlofdagen dat de voormelde grens overschrijdt, wordt op het einde van elk burgerlijk jaar geannuleerd.

§ 4. De tijd die besteed wordt aan de rechtstreekse reis naar België of aan de rechtstreekse terugkeer in de diplomatieke post, komt niet in aanmerking voor de berekening van de duur van het verlof.

HOOFDSTUK V. — *Dienstaanwijzing van sectorpersoneelsleden voor de delegaties en bureaus Wallonië-Brussel*

Art. 31. § 1. W.B.I. voert om de twee jaar een evaluatie uit van de behoeften, binnen de delegaties en bureaus Wallonië-Brussel, aan sectorpersoneelsleden van niveau A en aan personeelsleden van W.B.I van niveau A die geen personeelslid zijn van de externe loopbaan.

§ 2. Op grond van de evaluatie van de behoeften, stellen W.B.I. en, in voorkomend geval, de betrokken functionele besturen een ambtsprofiel vast dat de specifieke opdrachten bepaalt. Het verlof wegens opdracht of, in voorkomend geval, de terbeschikkingstelling, wordt gezamenlijk goedgekeurd door de ministers die respectief voor de internationale betrekkingen en de ambtenaren zaken bevoegd zijn, alsook de betrokken functionele minister(s).

In het kader van een verlof wegens opdracht, onderzoeken de ministers eveneens de nadere regels voor de financiering van de bezoldiging van het personeel dat een verlof wegens opdracht krijgt.

§ 3. Het personeelslid dat een verlof wegens opdracht krijgt of dat ter beschikking wordt gesteld, blijft onder het functionele gezag van zijn oorspronkelijke bestuur, maar wordt, zodra het in de diplomatieke post aankomt, onder het diplomatieke gezag van de algemeen afgevaardigde of van de afgevaardigde geplaatst; het deelt hem en de administrateur-generaal van Wallonië-Bruxelles International alle inlichtingen en alle verslagen in verband met de activiteit van de diplomatieke post mee. Het personeelslid zal handelen in het kader van de politieke doelstellingen van de diplomatieke post.

Art. 32. § 1. Er wordt een maandelijkse postvergoeding toegekend aan de personeelsleden bedoeld in artikel 31, § 1, wanneer ze zich in een diplomatieke post bevinden.

§ 2. De in § 1 bedoelde maandelijkse postvergoeding bestaat uit de volgende delen :

1° een forfaitaire vergoeding bestemd om de kosten te dekken die voortvloeien uit de uitoefening van een vertegenwoordigingsambt;

2° een vergoeding voor recepties die een voorschot uitmaakt op de kosten in verband met de recepties die door het personeelslid moeten worden georganiseerd of waaraan het personeelslid moet deelnemen uit hoofde van het uitgeoefende ambt. De aanwending van het totale bedrag van die vergoeding moet jaarlijks worden verantwoord.

Als het verantwoorde bedrag lager is dan het totale bedrag van de vergoeding, wordt het verschil tussen het bedrag van de vergoeding en het verantwoorde bedrag teruggevorderd door een inhouding op de postvergoeding. Als het verantwoorde bedrag hoger is dan het totale bedrag van de vergoeding, wordt het verschil tussen het verantwoorde bedrag en de vergoeding niet terugbetaald.

§ 3. 1° De bedragen van de maandelijkse forfaitaire vergoeding bedoeld in § 2, 1°, zijn :

- 371,85 EUR voor de personeelsleden die minstens rang A4 bekleden;

- 247,90 EUR voor de personeelsleden die minstens rang A6 bekleden.

2° De bedragen van de maandelijkse vergoeding voor recepties bedoeld in § 2, 2° zijn :

- 371,85 EUR voor de personeelsleden die minstens rang A4 bekleden;

- 247,90 EUR voor de personeelsleden die minstens rang A6 bekleden.

3° De bedragen bedoeld in dit artikel, 1° en 2°, zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer, overeenkomstig de regels bepaald door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Die bedragen worden gekoppeld aan spilindex 101,12 op 1 oktober 1997.

Ze worden op maandbasis uitbetaald.

§ 4. Met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 31, § 1, die een diplomatieke post in het buitenland bekleden, kunnen de personeelsleden die de postvergoeding bedoeld in dit artikel genieten de volgende tegemoetkomingen niet genieten :

- vergoeding voor repatriëring of vergoeding voor terugkeer na een verlof;

- vergoeding voor verhuizing of toelage voor installatie;

- tegemoetkoming voor de huur van een woning of toelage voor gebrek aan woning;

- kosten voor schoolgaande kinderen;

- maaltijdcheques;

- vergoeding voor reiskosten;

- vergoeding voor verblijfskosten.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 33. De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in de externe loopbaan zijn, bekleden een betrekking in de personeelsformatie van de externe loopbaan totdat ze de leeftijd van vijftien jaar hebben bereikt en kunnen deelnemen aan de diplomatieke beweging met inachtneming van dit besluit.

Art. 34. De personeelsleden bedoeld in artikel 33 van dit besluit die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een wedde genieten die hoger is dan die waarop ze aanspraak zouden kunnen maken op grond van hun graad, behouden het voordeel van de weddeschaal die ze genoten onder de vorige bezoldigingsregeling, zolang ze in die schaal een hogere wedde genieten.

Art. 35. Artikel 51 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen, blijft van toepassing bij wijze van overgangsmaatregel voor de personeelsleden bedoeld in artikel 33 van dit besluit.

Art. 36. Het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 houdende toekenning van een postvergoeding aan de personeelsleden van het Waalse Gewest die deel uitmaken van de gemeenschappelijke algemene afvaardiging van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bij de Europese Unie wordt opgeheven. De personeelsleden die deze vergoedingen op de datum van inwerkingtreding van dit besluit genieten, blijven echter die ontvangen zolang zij dat ambt uitoefenen.

Art. 37. § 1. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2012.

§ 2. In afwijking van § 1, zal de duur van de diplomatieke beweging, die in artikel 10, § 1, op 5 jaar wordt vastgesteld, pas met ingang van 1 augustus 2015 uitwerking hebben.

Gedurende de overgangsperiode wordt een diplomatieke beweging van een kortere duur in 2012 georganiseerd en op 31 juli 2015 eindigen.

De personeelsleden van de externe loopbaan waarvan de totale duur van de opdrachten die in een diplomatieke post opeenvolgend zonder terugkeer naar het hoofdbestuur werden uitgevoerd niet langer is dan vijftien jaar, zullen aan die diplomatieke beweging kunnen deelnemen. In afwijking van artikel 10, § 2, van dit besluit, zullen de personen bedoeld in het vorige lid in dezelfde diplomatieke post verder kunnen werken.

Bovendien wordt § 2 van artikel 15 vervangen door de volgende bepaling voor de duur van de diplomatieke beweging bedoeld bij deze paragraaf :

« § 2. Er zal een evaluatie van deze diplomatieke beweging worden uitgevoerd tussen twaalf en zes maanden vóór het einde van de periode van dienstaanwijzing in een diplomatieke post. ».

§ 3. De personeelsleden van de externe loopbaan waarvan de totale duur van hun postopdrachten die opeenvolgend zonder terugkeer in dienst naar het hoofdbestuur werden uitgeoefend op 31 juli 2015 niet tien jaar zal hebben bereikt, zullen eveneens worden geraadpleegd voor de posten die voor een dienstaanwijzing op 1 augustus 2015 werden geopend.

In voorkomend geval zullen deze hun opdracht uitoefenen in de post die hun zal zijn toegekend totdat de totale duur van hun postopdrachten tien jaar bereikt en zullen dan worden vervangen door een ander lid van de externe loopbaan voor de resterende tijd van de opdracht.

§ 4. § 3 van artikel 30 heeft uitwerking met ingang van het burgerlijk jaar 2012.

Art. 38. De Ministers die respectief bevoegd zijn voor de internationale betrekkingen en de ambtenarenzaken worden, elk voor hun aangelegenheid, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 februari 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister bevoegd voor Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1120

[C - 2012/29154]

16 FEVRIER 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation de la convention d'intégration de l'Institut supérieur d'architecture Lambert Lombard à l'Université de Liège y compris le cadre d'extinction des membres du personnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université, notamment l'article 33;

Vu la négociation avec les délégations syndicales qui s'est tenue le 1^{er} juin 2010;

Vu la convention « Intégration de l'Architecture à l'Université : Conventions passées entre l'Université de Liège, l'ISA Lambert Lombard Liège et l'ISA Saint-Luc Liège » telle que conclue le 1^{er} octobre 2011;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article unique. La convention conclue entre la SCRL Intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture et l'Université de Liège relative à l'intégration de l'Institut supérieur d'Architecture Lambert Lombard à l'Université de Liège, en ce compris les annexes 1^{re} à 7, est approuvée.

Bruxelles, le 16 février 2012.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1120

[C - 2012/29154]

16 FEBRUARI 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van de overeenkomst tot integratie van het « Institut supérieur d'architecture Lambert Lombard » in de « Université de Liège » met inbegrip van de uitdovingsformatie van de personeelsleden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op de onderhandeling met de vakverenigingen gehouden op 1 juni 2010;

Gelet op de overeenkomst « Integratie van de Architectuur in de Universiteit : Overeenkomsten gesloten tussen de Université de Liège, het ISA Lambert Lombard Liège en het ISA Saint-Luc Liège » zoals overeengekomen op 1 oktober 2011;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Enig artikel. De overeenkomst gesloten tussen de SCRL Intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture en de Université de Liège betreffende de integratie van het Institut supérieur d'Architecture Lambert Lombard in de Université de Liège, met inbegrip van de bijlagen 1 tot 7, wordt goedgekeurd.

Brussel, 16 februari 2012.

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT.